



Commission  
européenne

# Impact de la COVID-19 sur l'enseignement supérieur : examen des données émergentes

*Résumé analytique*



Education et  
formation

### **Contacteur l'UE**

Europe Direct est un service qui répond à vos questions sur l'Union européenne. Vous pouvez contacter ce service :

- via un numéro gratuit : 00 800 6 7 8 9 10 11  
(certains opérateurs peuvent facturer ces appels),
- au numéro standard suivant : +32 22999696 ou
- par e-mail via : [https://europa.eu/european-union/contact\\_fr](https://europa.eu/european-union/contact_fr)

Luxembourg : Office des publications de l'Union européenne, 2021

© Union européenne, 2021

Réutilisation autorisée, moyennant mention de la source

La politique de réutilisation des documents de la Commission européenne est régie par la décision 2011/833/UE (JO L 330 du 14.12.2011, p. 39).

Ce document a été préparé pour la Commission européenne ; cependant, il ne reflète que le point de vue des auteurs et la Commission ne peut être tenue responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations qui y sont contenues.

Toute utilisation ou reproduction de photos de tout autre matériel dont l'Union européenne ne possède pas les droits d'auteur requiert l'autorisation préalable des titulaires des droits en question.

Image(s) © [carloscastilla + 11900361], 2012. Source : [depositphotos.com]

PDF ISBN 978-92-76-21366-6 doi: 10.2766/940799 NC-02-20-606-FR-N

**Merci de citer cette publication comme suit :**

Farnell, T., Skledar Matijević, A., Šćukanec Schmidt, N. (2021). 'Impact de la COVID-19 sur l'enseignement supérieur : examen des données émergentes', *rapport NESET*, Résumé analytique, Luxembourg : Office des publications de l'Union européenne. doi: 10.2766/940799.

**À PROPOS DE NESET**

NESET est un réseau consultatif d'experts travaillant sur la dimension sociale de l'éducation et de la formation.

La Direction générale pour l'éducation et la culture de la Commission européenne est à l'initiative de la création de ce réseau, qui a succédé à NESSE (2007-2010), NESET (2011-2014) et NESET II (2015-2018).

PPMI est responsable de l'administration du réseau NESET. Pour toute demande, veuillez nous contacter à : [info-neset@ppmi.lt](mailto:info-neset@ppmi.lt).

**DONNEUR D'ORDRES :**

**PPMi**

Gedimino ave. 50, LT - 01110  
Vilnius, Lituanie  
Téléphone : +370 5 2620338  
Fax : +370 5 2625410  
[www.ppmi.lt](http://www.ppmi.lt)  
Directeur: Rimantas Dumčius

**AUTEURS :**

**Thomas FARNELL**, Expert en Politique de l'Enseignement Supérieur, Institute for the Development of Education (Croatie)

**Ana SKLEDAR MATIJEVIĆ**, Chef de projet enseignement supérieur, Institute for the Development of Education (Croatie)

**Ninoslav ŠĆUKANEC SCHMIDT**, Directeur Exécutif Institute for the Development of Education (Croatie)

**PAIRS RÉVISEURS :**

**Dragana AVRAMOV**, Coordinatrice scientifique de NESET

**Josep M. VILALTA**, Directeur, Global University Network for Innovation (GUNi) et Secrétaire Exécutif de la, Catalan Association of Public Universities (ACUP)

**ÉDITEUR LINGUISTIQUE :**

**Siobhán DENHAM**, Relecteur/Correcteur

**COMMISSION EUROPÉENNE**

Direction générale de l'éducation, de la jeunesse, du sport et de la culture  
Direction A - Stratégie politique et évaluation  
Unité A.4 - Politique et évaluation fondées sur des preuves

E-mail : [eac-unite-a4@ec.europa.eu](mailto:eac-unite-a4@ec.europa.eu)

Commission européenne

B-1049 Bruxelles

## Résumé analytique

La pandémie de COVID-19 a entraîné la fermeture physique temporaire d'écoles et d'établissements d'enseignement supérieur dans le monde entier. Dans l'enseignement supérieur, environ 220 millions d'étudiants dans le monde ont été touchés par les perturbations dues à la COVID-19, laissant les décideurs politiques et les établissements d'enseignement face à des défis sans précédent, tels que la manière d'atténuer les pertes d'apprentissage, de déployer l'apprentissage à distance, de rouvrir en toute sécurité les établissements d'enseignement et de veiller à ce que les apprenants sous-représentés, vulnérables et défavorisés ne soient pas laissés pour compte.

La pandémie de COVID-19 a d'ores et déjà eu un impact sans précédent sur l'enseignement supérieur au niveau mondial, dans pratiquement tous les aspects de son fonctionnement. Au cours de l'année scolaire 2019/2020, la pandémie a bouleversé la façon dont l'enseignement a été dispensé, accélérant la transformation déjà en cours vers davantage d'apprentissage et d'enseignement en ligne. La pandémie a également eu un impact direct sur la manière dont la recherche est menée, sur le fonctionnement des universités (en termes de fermeture de campus et de passage à l'apprentissage en ligne) et sur la gouvernance des universités, le personnel d'encadrement devant prendre toute une série de décisions d'urgence et permettre une plus grande flexibilité dans de nombreux domaines d'activité. Enfin, la pandémie a mis en évidence l'importance de l'engagement communautaire des universités.

Ce rapport analytique présente une synthèse des données émergentes concernant l'impact de la COVID-19 sur l'enseignement supérieur en Europe, en axant la réflexion sur trois thématiques : l'enseignement et l'apprentissage ; la dimension sociale de l'enseignement supérieur (c'est-à-dire l'effet sur les apprenants sous-représentés, vulnérables et défavorisés) ; et la mobilité des étudiants. En se basant sur 14 enquêtes à réponse rapide menées en 2020 par des réseaux universitaires, des organisations étudiantes et des chercheurs, ainsi que sur plus de 50 articles de journaux, rapports et publications, ce rapport analytique synthétise les données émergentes selon trois niveaux d'impact de la COVID-19 :

- **impact immédiat** (comment la pandémie a affecté les établissements et les étudiants au cours de l'année scolaire 2019/2020)
- **impact à court terme** (comment la pandémie affecte ou est susceptible d'affecter l'année universitaire en cours 2020/2021)
- **impact à moyen terme** (comment les effets de la pandémie sont susceptibles d'affecter les systèmes d'enseignement supérieur, les établissements et les étudiants d'ici 2025).

Chaque section thématique se conclut par des **implications et recommandations politiques**, énumérant les actions à prendre au niveau des systèmes d'enseignement supérieur (par les autorités transnationales, nationales ou régionales) et les actions à prendre au niveau des établissements d'enseignement supérieur (par les dirigeants d'universités, le personnel enseignant et les services d'aide aux étudiants).

### 1. Impact de la COVID-19 sur l'enseignement et l'apprentissage

L'**impact immédiat et à court terme** de la COVID-19 sur l'enseignement et l'apprentissage peut être évalué sur la base des résultats d'enquêtes selon trois perspectives distinctes :

- Du point de vue des établissements d'enseignement supérieur, les résultats des enquêtes indiquent que le passage soudain à l'« enseignement à distance d'urgence » a été effectué par pratiquement tous les établissements d'enseignement supérieur interrogés, et que la transition en ligne a été considérée comme réussie par les dirigeants des universités. La plupart des établissements d'enseignement supérieur ont apporté un certain soutien au processus d'enseignement et d'apprentissage, sous forme de formation et de soutien technique. Cependant, certaines universités ont rencontré des difficultés à dispenser des cours en ligne en raison d'un manque de technologie et d'outils.
- Du point de vue du personnel enseignant, les résultats des enquêtes indiquent que le personnel enseignant a réussi à adapter aux formats en ligne le matériel pédagogique élaboré pour l'enseignement en présentiel. Toutefois, il est important de noter la distinction entre l'« enseignement à distance d'urgence » et l'« apprentissage en ligne » – à savoir que l'enseignement à distance d'urgence implique d'adapter au format virtuel des cours initialement prévus en présentiel, sans pour autant apporter de changements au programme ou à la méthodologie. Durant la pandémie, la principale forme d'enseignement dans les universités européennes a été la diffusion en direct et en temps réel de cours (74,6 %), l'envoi de présentations aux étudiants (44,5 %) et la mise à disposition en ligne de cours pré-enregistrés asynchrones sous forme vidéo (32,1 %) ou audio (20,6 %). Les résultats des enquêtes indiquent également que le passage à l'enseignement à distance d'urgence a été plus difficile dans les domaines qui incluent une composante pratique (médecine clinique, études vétérinaires, arts, etc.).
- Du point de vue des étudiants, bien que la prestation d'enseignement à distance d'urgence ait été évaluée positivement dans l'ensemble, les résultats des enquêtes montrent qu'une proportion importante d'étudiants ont rencontré de sérieux problèmes dans leur apprentissage. Près de la moitié des étudiants estiment que leurs résultats se sont détériorés depuis l'annulation des cours en présentiel, et plus de la moitié des étudiants interrogés ont déclaré avoir une charge de travail plus importante depuis le passage à l'enseignement en ligne. L'accès aux outils de communication en ligne et à Internet reste un défi pour certains étudiants, tout comme leur niveau de compétences numériques. Enfin, l'expérience des études pendant la pandémie de COVID-19 a également entraîné de nouvelles problématiques pour le bien-être psychologique et émotionnel des étudiants, qui ont souvent été confrontés à des émotions négatives telles que l'ennui, l'anxiété, la frustration et la colère. Ce sujet est analysé de manière plus approfondie dans la section suivante, qui porte sur la dimension sociale de l'enseignement supérieur.

Les risques potentiels à **moyen terme** pour l'enseignement et l'apprentissage (jusqu'en 2025) sont à la fois nombreux et importants. Si la pandémie a pour impact un déplacement permanent d'un plus grand nombre de programmes d'études vers des plateformes en ligne/à distance, les points suivants devront être traités de manière urgente :

- aider le personnel enseignant à adapter son programme et ses méthodes à l'enseignement en ligne ;
- assurer le bien-être du personnel enseignant et administratif dans ces changements ;
- aider les étudiants à mieux se préparer à l'apprentissage en ligne ;
- éviter le risque de désengagement et d'abandon des étudiants qui rencontrent des difficultés dans l'environnement en ligne ;
- adapter les processus d'évaluation afin de préserver les normes de qualité et l'intégrité académique dans le contexte de l'apprentissage en ligne ;

- adapter les règlements en matière d'assurance qualité pour une approche plus flexible afin de traiter la question de la prestation en ligne et mixte des programmes d'études ;
- traiter les conséquences négatives potentielles sur la reconnaissance des qualifications sur le marché du travail en raison du manque de confiance dans l'apprentissage en ligne.

Malgré les nombreux risques auxquels l'enseignement supérieur sera confronté à moyen et long terme du fait de la pandémie de COVID-19, de nombreux rapports et avis d'experts soulignent la façon dont ceci représente également une opportunité de repenser et de reconceptualiser la nature et les méthodes d'enseignement et d'apprentissage dans le supérieur.

La documentation examinée a permis d'élaborer un tableau de **recommandations politiques** pour l'enseignement et l'apprentissage. En voici un résumé ci-dessous :

Niveau d'intervention	Recommandation politique	Source
<b>NIVEAU DU SYSTÈME</b>		
<b>Stratégie</b>	Appliquer les leçons tirées de la pandémie à la réimagination de l'enseignement supérieur post-COVID	UNESCO IESALC (2020)
	Inclure l'enseignement supérieur dans les plans de relance économique et sociale	
	Forger un consensus national pour une stratégie visant à favoriser la relance et l'innovation dans l'enseignement supérieur	
<b>Financement</b>	Soutenir et donner les moyens aux établissements d'enseignement supérieur d'améliorer leur potentiel d'enseignement en ligne	Doolan et al., 2020
	Investir dans les infrastructures en ligne (haut débit, services systémiques de soutien à l'enseignement supérieur, programmes de financement, etc.)	Auteurs
<b>Coordination</b>	Définir de nouvelles réglementations sur l'assurance qualité et la reconnaissance des qualifications dans le contexte de l'apprentissage à distance, y compris des dispositions visant à sauvegarder l'intégrité académique	Auteurs (sur la base de la QAA, 2020)
	Fournir des conseils sur les plateformes en ligne, la surveillance en ligne, la protection des données et l'enseignement	
<b>Recherche</b>	Mener des recherches sur les conséquences de la perturbation de l'enseignement et de l'apprentissage causée par la pandémie de COVID-19	Auteurs

	Partager les informations recueillies lors des recherches et formuler des recommandations à l'intention des institutions et des politiques publiques	Auteurs
<b>NIVEAU DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR</b>		
<b>Gestion des universités</b>	Appliquer les leçons tirées de la pandémie à l'élaboration de nouveaux modèles d'enseignement et d'apprentissage (face à face vs en ligne et/ou hybride, repenser les espaces physiques)	Auteurs
	Élaborer des stratégies d'apprentissage en ligne à long terme	Auteurs
	Repenser le modèle d'enseignement individuel et concevoir une transition vers un modèle d'enseignement en équipe (personnel enseignant soutenu par des équipes multidisciplinaires)	Auteurs
	Créer des protocoles pour protéger l'intégrité académique, c'est-à-dire pour lutter contre la fraude et la tricherie en ligne	Auteurs (sur la base de la QAA, 2020)
	Répondre aux préoccupations en matière de protection des données (par exemple en créant des protocoles de sécurité)	Auteurs
	Investir dans l'infrastructure en ligne des universités	Auteurs
	Investir dans des outils et des plateformes d'apprentissage en ligne efficaces	Gatti et al. (2020), Banque mondiale (2020a)
	Fournir une formation professionnelle structurée et approfondie au personnel enseignant et administratif dans le domaine de l'enseignement en ligne et hybride	ESU (Doolan et al., 2020)
	Adapter les mécanismes d'assurance qualité	Gatti et al. (2020), Banque mondiale (2020a)
	Identifier les étudiants à risque afin de réduire les inégalités	Banque mondiale (2020a) ; UNESCO IESALC (2020)
<b>Services de soutien</b>	Former le personnel enseignant à l'enseignement en ligne	Gatti et al., 2020 ; Banque mondiale (2020a)
	Organiser des équipes multidisciplinaires composées d'experts pédagogiques et technologiques pour aider le personnel	Auteurs

	enseignant à préparer et à mettre en œuvre l'enseignement en ligne	
	Développer les compétences numériques des étudiants pour l'apprentissage en ligne	Gatti et al. (2020) ; Banque mondiale (2020a)
	Fournir des conseils et une orientation accessibles et conviviaux aux étudiants afin de trouver des solutions adaptées aux enjeux universitaires, sanitaires et professionnels.	Doolan et al. (2020)
	Fournir un soutien interactif aux enseignants et aux étudiants	Gatti et al., 2020 ; Banque mondiale (2020a)
<b>Enseignement et apprentissage</b>	Créer du matériel d'enseignement et d'étude en ligne facilement accessible	Auteurs
	Adapter l'évaluation et la notation à l'enseignement et l'apprentissage en ligne	Gatti et al., 2020 ; Banque mondiale (2020a)
	Utiliser une seule plateforme pour accéder à toutes les ressources	Gatti et al., 2020 ; Banque mondiale (2020a)
	Documenter les changements dans les modèles d'enseignement et d'apprentissage et leur impact	Gatti et al., 2020
	Évaluer et repenser les méthodes d'enseignement pour répondre aux exigences de l'environnement d'enseignement et d'apprentissage en ligne	Banque mondiale (2020a)

## 2. Impact de la COVID-19 sur la dimension sociale de l'enseignement supérieur

Selon les communiqués ministériels de l'Espace européen de l'enseignement supérieur (EEES), la « dimension sociale » englobe la création d'un environnement inclusif dans l'enseignement supérieur, qui favorise l'équité et la diversité et qui répond aux besoins des communautés locales. Par conséquent, la dimension sociale consiste à garantir l'équité en matière d'accès, de participation et d'achèvement des études supérieures, en accordant une attention particulière aux étudiants issus de groupes sous-représentés, défavorisés et vulnérables.

L'**impact immédiat et à court terme** de la pandémie de COVID-19 sur la dimension sociale de l'enseignement supérieur (pour les années universitaires 2019/2020 et 2020/2021) est l'émergence de nouveaux défis risquant d'affecter négativement l'accès, la progression et le maintien des étudiants dans les programmes d'études. Une enquête

auprès des étudiants de l'EEES, organisée par l'Union des étudiants européens, a permis d'identifier les difficultés auxquelles les étudiants sont confrontés :

- difficultés liées aux conditions d'étude (accès à un endroit calme pour étudier, accès à des équipements et à une connexion internet fiable, accès aux supports de cours et confiance dans l'utilisation des plateformes en ligne) ;
- difficultés liées au financement (perte d'emploi/de revenu, difficultés à faire face au coût de la vie, problèmes liés à l'obtention de bourses) ;
- difficultés liées au bien-être (manque de réseaux sociaux de soutien ; sentiments importants de frustration, d'anxiété et d'ennui en lien avec les activités universitaires).

L'analyse de l'enquête a confirmé que les étudiants confrontés à plusieurs de ces difficultés ont systématiquement rencontré plus de problèmes pour accéder à l'enseignement supérieur et pour s'adapter aux études durant la pandémie de COVID-19, et ont fait état d'une plus grande baisse perçue des résultats.

Les données de différentes enquêtes nationales confirment ces tendances. Les données du Royaume-Uni indiquent que les étudiants qui se sentent plus seuls/isolés et qui sont moins satisfaits de leur environnement universitaire et de leur vie sociale courent un risque beaucoup plus élevé d'abandonner l'enseignement supérieur. Les données d'enquêtes menées aux États-Unis indiquent que les étudiants à faibles revenus, les minorités raciales et les étudiants de première génération ont subi des impacts négatifs plus importants sur leurs résultats universitaires que leurs pairs, et que les groupes les plus susceptibles d'être affectés par des problèmes de santé mentale sont les étudiants à faibles revenus et issus de la classe ouvrière, les étudiants LGBT et les étudiants ayant des personnes à charge (enfants ou autres adultes).

À **moyen terme** (jusqu'en 2025), les inégalités d'accès et de participation à l'enseignement supérieur sont très préoccupantes. En effet, les données existantes et les projections prévoient que la pandémie de COVID-19 entraînera une détérioration significative des inégalités en matière d'éducation dans l'enseignement pré-universitaire. Le passage à l'apprentissage en ligne est susceptible d'exacerber les inégalités éducatives existantes en raison du manque d'accès aux ressources d'apprentissage, de l'absence d'environnement d'apprentissage à domicile adapté et du soutien insuffisant des parents – ce qui se traduit à la fois par des pertes d'apprentissage et par un désengagement de l'enseignement. Il en résultera une diminution de l'accès et de la participation des groupes sous-représentés, défavorisés et vulnérables à l'enseignement supérieur.

Malgré les risques sérieux auxquels est confrontée la dimension sociale de l'enseignement supérieur, l'occasion se présente aujourd'hui d'aborder sans attendre ce défi et de placer l'inclusion des groupes sous-représentés, vulnérables et défavorisés au premier rang des priorités dans les efforts visant à remédier aux perturbations causées par la COVID-19. Ceci s'inscrirait dans le nouvel objectif de créer un enseignement supérieur socialement inclusif en Europe au cours de la prochaine décennie, tel que défini dans le communiqué de la Commission européenne intitulé « Mettre en place un espace européen de l'éducation d'ici à 2025 » et dans le communiqué ministériel de Rome 2020. Ci-dessous, un résumé des **recommandations politiques** pour atteindre cet objectif :

Niveau d'intervention	Recommandation politique	Source
<b>NIVEAU DU SYSTÈME</b>		
<b>Stratégie et planification</b>	Créer des stratégies et des plans d'action pour atténuer les conséquences négatives de la pandémie de COVID-19 dans l'enseignement supérieur, en mettant l'accent sur le renforcement de la dimension sociale de l'enseignement supérieur	Banque mondiale, 2020
	Accorder suffisamment de souplesse aux établissements d'enseignement supérieur sur les plans juridiques et administratifs, afin de créer des solutions appropriées pour faire face aux circonstances liées à la COVID-19	Communiqué de Rome, 2020
	Collecter, traiter et utiliser des données qui aideront à comprendre l'impact de la pandémie de COVID-19 sur la dimension sociale de l'enseignement supérieur	Auteurs (voir le chapitre sur l'impact à long terme ci-dessus)
<b>Mesures de soutien</b>	Aborder les questions structurelles de la fracture numérique entre les pays et au sein des pays (bande passante, hébergement de serveurs/stockage de données)	Banque mondiale, 2020
	Proposer un accès sécurisé à une connexion internet fiable, adéquate et abordable pour tous les étudiants	Auteurs
	Soutenir la formation professionnelle du personnel enseignant et administratif des établissements d'enseignement supérieur sur la manière de remplacer l'enseignement en présentiel par une prestation en ligne : créer des structures nationales de coopération, faciliter l'apprentissage par les pairs et le développement du personnel inter-institutionnel	Doolan et al., 2020 ; auteurs
	Fournir un soutien financier supplémentaire aux établissements d'enseignement supérieur et aux étudiants pour atténuer les conséquences négatives de la pandémie de COVID-19	Doolan et al., 2020 ; Montacute et Holt-White, 2020
<b>NIVEAU DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR</b>		
<b>Gestion des universités</b>	Créer des stratégies et des plans d'action à l'échelle des établissements pour atténuer les conséquences négatives de la pandémie de COVID-19, en mettant l'accent sur le renforcement de la dimension sociale de l'enseignement supérieur	Auteurs
	Accroître la flexibilité des politiques universitaires dans la conception, l'organisation et la mise en œuvre des programmes d'études (par exemple en permettant aux étudiants d'adapter	Aucejo et al., 2020

	facilement leur charge de cours, le calendrier des travaux), dans les voies d'accès alternatives, etc.	
	Accroître la flexibilité des politiques financières des établissements d'enseignement supérieur, par exemple en permettant aux étudiants de reporter le paiement de leurs frais d'enseignement s'ils ne peuvent pas payer en raison de la pandémie de COVID-19, ou en annulant les frais d'enseignement pour les étudiants qui peuvent démontrer qu'ils sont affectés négativement par la pandémie	Aucejo et al., 2020 ; auteurs
	Allouer davantage de ressources, réduire les obstacles et accroître les communications en vue d'une augmentation potentielle des demandes de services de santé mentale, notamment de conseils ou de services thérapeutiques, de la part des étudiants au cours de l'année universitaire 2020/2021	Chirikov et al., (2020)
	Fournir une aide financière supplémentaire au niveau universitaire pour permettre aux étudiants à risque d'accéder à l'équipement informatique et aux services d'Internet, ainsi que d'améliorer leurs compétences numériques	Doolan et al., 2020 Montacute et Holt-White, 2020
	Évaluer l'adéquation de l'aide financière et matérielle fournie aux étudiants à risque et aux établissements	Banque mondiale, 2020
	Sonder les étudiants sur leur capacité à s'engager dans l'apprentissage à distance (équipement, responsabilités familiales, environnement domestique, etc.) et sur leur bien-être, et procéder à des adaptations pour répondre aux nouveaux besoins	Banque mondiale, 2020
<b>Services de soutien</b>	Garantir des conseils et une orientation accessibles et conviviaux aux étudiants et au personnel afin de trouver des solutions adaptées aux enjeux universitaires, sanitaires et professionnels causés par la pandémie de COVID-19	Les auteurs, sur la base de Doolan et al., 2020 et Wonkhe, 2020
	Élaborer et mettre en œuvre des programmes visant à maintenir l'engagement des étudiants à risque, notamment par le biais de tuteurs spécialisés, de personnes-ressources et de programmes ou horaires de travail personnalisés	Banque mondiale, 2020
	Faciliter le développement de réseaux de soutien social par les pairs parmi les étudiants et le personnel, en aidant en particulier les personnes sous-représentées, défavorisées et vulnérables	Les auteurs, sur la base de Doolan et al., 2020 et Wonkhe, 2020
	Fournir une formation appropriée à tous les étudiants et au personnel enseignant et administratif, afin de développer des compétences numériques qui leur permettent d'étudier et de	Banque mondiale, 2020 ; auteurs

	travailler dans un environnement en ligne et de mieux comprendre les principes de la dimension sociale	
	Travailler avec les organisations étudiantes à développer des interventions, créer des programmes proactifs et étendre les services existants pour le bien-être des étudiants	Chirikov et al., 2020
<b>Enseignement et apprentissage</b>	Proposer aux étudiants un emploi du temps plus souple pour leur permettre de s'adapter aux changements dans leurs horaires de travail ou leurs engagements familiaux causés par la pandémie de COVID-19	Aucejo et al., 2020
	Reconnaître les risques d'un engagement ou d'une réussite moindre chez les étudiants présentant des problèmes de santé mentale.	Chirikov et al., 2020
	Permettre aux étudiants sous-représentés, défavorisés et vulnérables d'alterner entre cours en ligne et cours en présentiel afin de s'adapter à leur situation spécifique en matière de logement, de travail et de santé	Aucejo et al., 2020

### 3. Impact de la COVID-19 sur la mobilité internationale des étudiants

L'**impact immédiat** de la COVID-19 sur la mobilité internationale des étudiants pour l'année universitaire 2019/2020 a été immense puisque la pandémie a effectivement mis un terme aux voyages internationaux. La COVID-19 a entraîné l'annulation et le retard de nombreux programmes de mobilité, bien que la plupart des universités (85 %) aient proposé des solutions de rechange sous forme de « mobilité virtuelle » par le biais d'un enseignement à distance d'urgence.

Les étudiants en mobilité internationale ont été confrontés à une série de défis au cours de l'année universitaire 2019/2020 : les étudiants qui n'ont pas pu retourner dans leur pays d'origine ont souvent dû trouver d'autres solutions de logement (en raison de la fermeture des campus) et ont probablement été plus exposés au risque d'isolement pendant les périodes de confinement ; les étudiants qui ont réussi à retourner dans leur pays d'origine ont pu rencontrer des difficultés en raison d'un décalage horaire important, d'un accès insuffisant à Internet et d'inconvénients généraux liés au fait d'étudier avec beaucoup moins d'interaction avec leurs pairs, ce qui supprime un élément clé de la mobilité étudiante. Les étudiants mobiles venant de pays tiers (pays non membres de l'UE ou autres pays/territoires dont les citoyens jouissent du droit à la libre circulation) ont dû faire face à des problématiques particulières. Parmi celles-ci, des retards dans leurs demandes de visas ou de permis de séjour en raison du risque de refus ou de retrait des permis existants, et des obstacles au travail à temps partiel pendant les études (entraînant à leur tour des difficultés financières). Si les étudiants internationaux en Europe (y compris les ressortissants de l'UE et les non-ressortissants de l'UE) ont été globalement satisfaits du soutien qu'ils ont reçu de leurs établissements pendant la pandémie de COVID-19, certaines lacunes ont été identifiées : entre un quart et un tiers des étudiants internationaux n'ont pas été satisfaits de la qualité de la communication de leurs établissements au cours de la pandémie.

L'**impact à court terme** de la COVID-19 sur la mobilité des étudiants (pour l'année universitaire 2020/2021) s'est traduit par une grande incertitude pour les universités quant à leurs politiques d'inscription des étudiants internationaux, la plupart ayant prévu une diminution importante de ces inscriptions. Comme on pouvait s'y attendre, la plupart des universités ont également prévu que toute mobilité des étudiants devrait prendre la forme soit d'un apprentissage entièrement en ligne, soit d'approches hybrides/mixtes combinant des cours en ligne et en présentiel. Les dernières données émergentes au moment de la rédaction de ce rapport suggèrent que les diminutions prévues pour les inscriptions d'étudiants internationaux se sont confirmées dans la pratique dans de nombreux pays à la rentrée 2020/2021. Le nombre d'étudiants internationaux a diminué de 20 % en Allemagne et de 16 % aux États-Unis (avec une baisse des nouvelles inscriptions d'étudiants de 43 %), tandis qu'en Australie, les demandes de visas étudiants ont chuté de 80 à 90 %.

À **moyen terme** (jusqu'en 2025), l'incertitude et l'inquiétude sont encore plus grandes quant à l'étendue des impacts possibles de la COVID-19 sur la mobilité internationale des étudiants. Si les universités sont contraintes de limiter la mobilité internationale des étudiants et de proposer des alternatives virtuelles (ou du moins mixtes), la question clé sera de savoir comment les universités peuvent assurer une valeur ajoutée aux étudiants internationaux et compenser la perte d'interaction physique dans le pays d'accueil. Du point de vue des étudiants, il n'est pas certain que ces formes de programmes d'études et de diplômes seront perçues comme ayant la même valeur marchande, ni que les étudiants seront prêts à payer le même niveau de frais d'inscription pour des tels diplômes. Si la mobilité internationale des étudiants ne revient pas aux niveaux antérieurs à la COVID-19, l'impact financier sur les universités et les systèmes d'enseignement supérieur des pays qui comptent le plus grand nombre d'étudiants internationaux et perçoivent donc également des frais de scolarité importants (par exemple, les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, entre autres) pourrait être sévère. Enfin, il existe un risque plus large que la pandémie de COVID-19 ait des effets néfastes sur d'autres aspects de l'internationalisation, tels que la recherche et les collaborations transfrontalières entre universités, ainsi que sur l'« internationalisation du campus », c'est-à-dire la garantie d'un environnement culturellement diversifié à l'université.

Sans aborder les immenses défis posés par la COVID-19 vis-à-vis de la mobilité internationale des étudiants à long terme, les problématiques identifiées à court et moyen terme soulèvent un certain nombre d'implications politiques. Des réponses à plusieurs de ces problématiques peuvent être apportées tant au niveau du système d'enseignement supérieur qu'au niveau de chaque établissement d'enseignement supérieur. Les données examinées ont permis d'élaborer diverses **recommandations politiques**, qui sont résumées dans le tableau ci-dessous :

Niveau d'intervention	Recommandation politique	Source
<b>NIVEAU DU SYSTÈME</b>		
	Redéfinir les objectifs pour un changement de paradigme : utiliser la technologie pour combiner la mobilité d'apprentissage physique	Hudzik, 2020

<b>Stratégie et planification</b>	et virtuelle, en se concentrant davantage sur l'échange d'idées et les objectifs d'apprentissage.	
	Réévaluer si une plus grande souplesse peut être accordée aux réglementations relatives aux visas et aux permis de séjour pour les étudiants de pays tiers qui s'inscrivent en mobilité virtuelle.	Auteurs, sur la base de REM-OCDE, 2020
<b>Financement</b>	Stimuler la collaboration transnationale et intersectorielle entre les universités, les autorités nationales et les organisations d'étudiants et de jeunes, afin de surmonter les effets de la crise.	Gabriels et Benke-Aberg, 2020
	Réorienter les fonds initialement destinés à la mobilité physique vers d'autres utilisations, telles que le développement de stratégies et d'initiatives d'« internationalisation à domicile » au sein des établissements et entre eux, ainsi que vers des projets de coopération de toutes sortes pour contribuer à la mise en œuvre adéquate de l'enseignement et de l'apprentissage en ligne, de l'évaluation et de l'assurance qualité.  Mettre à disposition des fonds pour l'équipement technologique nécessaire au maintien de plateformes fiables et solides pour l'enseignement et l'apprentissage en ligne.	Gatti et al., 2020
	Évaluer les pertes financières des établissements d'enseignement supérieur dues à la perte de revenus provenant des frais d'inscription des étudiants internationaux (issus tant de l'UE que de pays tiers) et examiner l'impact que cela peut avoir sur la stabilité financière des établissements d'enseignement supérieur.	Auteurs
<b>NIVEAU DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR</b>		
<b>Gestion des universités</b>	Mettre en place des structures de soutien pour permettre l'évaluation de l'impact et pour soutenir la reprise de la mobilité internationale des étudiants.	Gabriels et Benke-Aberg, 2020
	Veiller à ce que chaque mesure prise par l'établissement soit examinée sous l'angle de l'équité et de la diversité, afin de garantir des solutions pour les étudiants issus de milieux moins favorisés dans le cadre de l'intervention d'urgence proposée.	Gabriels et Benke-Aberg, 2020
	Adopter des stratégies alternatives pour l'« internationalisation à domicile » (enrichir l'apprentissage sur le campus en intégrant des éléments interculturels dans l'établissement d'origine).	Banque mondiale 2020,  Gatti et al., 2020 ; Hudzik, 2020
	Repenser les modèles de programmes traditionnels en matière de mobilité internationale, tels que l'apprentissage par segments semestriels, et envisager de développer des modules d'apprentissage.	Hudzik, 2020

<b>Services de soutien</b>	Assurer une information fiable et spécifique qui cible les populations d'étudiants internationaux, en anglais ou dans une langue accessible à la population d'étudiants internationaux.	Gabriels et Benke-Aberg, 2020, ACHA, 2020
	Veiller à ce que les soutiens disponibles pour les étudiants nationaux (soutien psychologique, soutien logistique, soutien médical, etc.) soient également disponibles pour les étudiants internationaux.	Gabriels et Benke-Aberg, 2020
	Fournir des conseils et une assistance pour les services de santé mentale et de soutien émotionnel disponibles sur le campus et en ligne.	ACHA, 2020
	Veiller à ce que des informations spécifiques sur le logement soient disponibles, notamment sur les droits des étudiants lorsqu'une période de mobilité est interrompue.	Gabriels et Benke-Aberg, 2020
	Identifier les personnes sur le campus qui peuvent servir de ressources pour les étudiants internationaux et les assister en matière d'aide financière, d'assurance maladie, de visas, de services aux étudiants et de soutien technique.	ACHA, 2020
	Réduire la stigmatisation liée à la recherche de soins de santé mentale en partageant les ressources via le site web du campus, lors de l'orientation et par le biais de groupes d'étudiants.	ACHA, 2020
	Offrir aux étudiants internationaux la possibilité de rencontrer le personnel des services de conseil et de santé et le personnel d'encadrement sanitaire.  Proposer des groupes de soutien par des pairs ou des professionnels destinés aux étudiants internationaux.	ACHA, 2020
	Veiller à ce que le personnel de conseil et le personnel médical soient formés pour fournir des soins et des services culturellement compétents.	ACHA, 2020
<b>Enseignement et apprentissage</b>	Garantir l'égalité d'accès aux outils d'apprentissage en ligne pour les étudiants, en tenant compte de la diversité des populations étudiantes.	Gabriels et Benke-Aberg, 2020
	Développer des cours asynchrones pour offrir une flexibilité maximale en matière de fuseaux horaires.	ACHA, 2020
	Envisager d'intégrer l'internationalisation dans le programme d'études en tant que partie de l'« internationalisation à domicile ».	Hudzik, 2020

#### **4. L'apprentissage par les pairs : le potentiel de la coopération transnationale approfondie**

En plus d'identifier les tendances ci-dessus, le rapport présente 10 exemples de bonnes pratiques pour traiter différents aspects de la pandémie de COVID-19. Les bonnes pratiques, qui incluent des exemples provenant de 11 pays différents ainsi que des réponses transnationales, comprennent les types d'interventions suivants :

- Des réponses au niveau systémique, de la part des gouvernements, pour fournir des orientations aux universités, un soutien financier supplémentaire aux étudiants, une flexibilité dans les procédures de visa/résidence et un financement ciblé pour soutenir l'innovation dans les méthodes d'enseignement.
- Des réponses au niveau institutionnel, de la part des établissements d'enseignement supérieur, pour soutenir les étudiants sous-représentés, défavorisés et vulnérables (en termes d'équipement, de soutien financier et de soutien psychologique) et pour soutenir les étudiants internationaux.
- Des réponses au niveau du réseau, pour partager des plateformes et des ressources d'apprentissage en ligne et pour réfléchir à des solutions concernant des défis communs.

Les bonnes pratiques présentées démontrent que la pandémie de COVID-19 a donné lieu à une série d'interventions rapides, proactives et créatives afin de répondre à des besoins urgents. Les pratiques présentées visent également à souligner le fait que les établissements peuvent apprendre de l'expérience des autres dans la gestion de crises telles que celle engendrée par la COVID-19 ; l'accent est mis sur l'importance d'une approche en réseau pour le partage des bonnes pratiques et sur l'importance de l'apprentissage par les pairs comme moyen très efficace de partager des ressources et des plateformes technologiques et de générer de nouvelles idées. En particulier, le fait de faire partie d'une alliance de collaboration universitaire approfondie, telle que l'Initiative « universités européennes », peut aider les établissements à mieux faire face aux défis de la crise et à mettre en place un enseignement supérieur post-COVID. Ceci pourrait même contribuer à accélérer les processus de transformation tels que l'approfondissement de la coopération entre établissements, la création de campus inter-universitaires européens et l'intensification de la mobilité physique et virtuelle, en mettant en place une mobilité mixte pour les étudiants et le personnel.

#### **5. Réflexions finales**

D'après l'examen des données émergentes, même l'évaluation de l'impact à court et moyen terme de la pandémie de COVID-19 sur l'enseignement supérieur reste incomplète. Des recherches supplémentaires seront nécessaires pour évaluer l'impact des pertes d'apprentissage, l'impact financier et l'impact sur les inégalités éducatives. L'impact à long terme est, par conséquent, encore plus difficile à prévoir, d'autant plus que l'on ignore encore combien de temps la pandémie de COVID-19 continuera d'affecter nos sociétés comme elle l'a fait en 2020.

Une préoccupation exprimée dans de nombreuses enquêtes et opinions examinées dans ce rapport est qu'il existe un risque que la COVID-19 ait des conséquences dévastatrices pour l'enseignement supérieur dans le monde entier, notamment : des coupes financières importantes du secteur public, des pertes importantes de frais universitaires, la fermeture potentielle de certains établissements d'enseignement supérieur et des

résultats négatifs pour les groupes sous-représentés, vulnérables et défavorisés (diminution de l'accès et augmentation de l'abandon). Dans le même temps, la pandémie de COVID-19 est l'occasion de réfléchir de manière critique à la manière dont l'enseignement supérieur est organisé et dispensé, et de préparer des solutions créatives et des possibilités alternatives pour les orientations futures de l'enseignement supérieur. Parmi les principales perspectives présentées dans ce rapport figurent : la possibilité d'accélérer la transformation de l'enseignement supérieur et d'améliorer le processus d'apprentissage en adoptant des approches novatrices pour organiser l'apprentissage en ligne ; la possibilité d'adopter des approches créatives de l'internationalisation (mobilité virtuelle et « internationalisation à domicile ») ; et la possibilité de placer véritablement la dimension sociale de l'enseignement supérieur au premier rang des priorités des systèmes d'enseignement supérieur européens.

Il faudra peut-être encore des mois, voire des années, pour déterminer l'impact complet de la pandémie de COVID-19 sur nos sociétés dans leur ensemble, et sur l'enseignement supérieur en particulier. Il existe également de nombreux autres aspects de l'enseignement supérieur qui doivent être pris en compte dans un tel processus et qui n'ont pas été abordés dans ce rapport. Par exemple : quel sera l'impact de la COVID-19 sur la recherche universitaire (en termes d'accessibilité des infrastructures de recherche, de durabilité des collaborations internationales de recherche et de capacité à effectuer des travaux sur le terrain) ; quel sera l'impact sur l'engagement des universités avec des partenaires extérieurs (entreprises, pouvoirs publics et société civile) et sur l'incidence sociétale plus large des universités ; et quel sera l'impact sur les niveaux de financement public de l'enseignement supérieur en Europe. Il est donc crucial de continuer à analyser ces développements au cours de la prochaine année universitaire par le biais de nouvelles enquêtes et recherches.

L'enseignement supérieur ne sera pas en mesure de relever l'ensemble des défis mis en évidence dans ce rapport, ni de devenir un moteur de solutions et d'innovations dans la période de relance post-COVID, sans un soutien substantiel des pouvoirs publics. Comme le souligne l'UNESCO IEASLC (2020), le contexte d'après-crise exigera que les gouvernements prennent des mesures pour relancer l'économie, et l'enseignement supérieur « doit être considéré comme un outil dans un contexte de reprise économique et, à ce titre, doit faire partie intégrante des programmes de relance qui sont conçus » (p. 38). Nous espérons que le présent rapport apportera une première contribution à ce processus, en aidant les décideurs politiques, ainsi que les établissements d'enseignement supérieur, les étudiants et les autres parties prenantes aux niveaux européen, national et local, à mieux comprendre les tendances et les défis émergents, et à identifier les réponses politiques pour relever ces défis.

(Cette page a été laissée vierge intentionnellement)

### **Trouver des informations sur l'UE**

En ligne

Des informations sur l'Union européenne sont disponibles, dans toutes les langues officielles de l'UE, sur le site Europa à l'adresse suivante : [https://europa.eu/european-union/index\\_fr](https://europa.eu/european-union/index_fr)

Publications de l'UE

Vous pouvez télécharger ou commander des publications européennes gratuites et payantes sur : <https://publications.europa.eu/fr/publications>. Plusieurs exemplaires de publications gratuites peuvent être obtenus en contactant Europe Direct ou votre centre d'information local (voir [https://europa.eu/european-union/contact\\_fr](https://europa.eu/european-union/contact_fr)).



Office des publications  
de l'Union européenne